



LA VOIE VERS LA PROSPÉRITÉ : Relancer la trajectoire de croissance du Canada

CONSEIL CONSULTATIF EN MATIÈRE DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Le 1^{er} décembre 2017

Comment pouvons-nous accélérer la croissance de l'économie canadienne et améliorer la prospérité de toutes les Canadiennes et de tous les Canadiens au cours des 10 à 15 prochaines années ?

Ce fut la question posée par le ministre des Finances du Canada lorsqu'il a convoqué le Conseil consultatif en matière de croissance économique au début de 2016. Le Conseil a pour mission d'examiner le potentiel à long terme de l'économie du Canada et, en fonction de ses constatations, de formuler des recommandations pour améliorer les actions pour une croissance économique inclusive.

Le Conseil est convaincu qu'il est peu probable que la formule qui a stimulé la croissance précédente de l'économie canadienne – et soutenu des améliorations constantes dans notre niveau de vie – soit suffisante pour l'avenir. Comme de nombreuses autres économies avancées, le Canada est aux prises avec les pressions d'une population vieillissante, une perturbation technologique touchant de nombreux secteurs de l'économie et un déplacement rapide du pouvoir économique mondial vers l'Asie. Les tendances actuelles suggèrent que la croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) au Canada n'atteindra en moyenne que 1,5 % au cours des 50 prochaines années, soit la moitié du taux des 50 dernières années. Le ralentissement de la croissance, s'il est laissé à lui-même, aurait une incidence profonde sur la prospérité des familles canadiennes et les perspectives pour ces dernières et leurs enfants.

Ça n'a pas à être le cas. Les nombreux avantages naturels du Canada, jumelés aux possibilités créées par un monde en évolution rapide, offrent le potentiel de stimuler de nouvelles vagues d'investissement, d'innovation et de création d'emplois, ouvrant une nouvelle formule pour la croissance et la prospérité. Le défi que le Conseil s'est fixé consistait à trouver des solutions audacieuses qui pourraient secouer l'économie, stimuler la croissance inclusive et améliorer la qualité de vie de tous les Canadiens en ciblant une hausse de 15 000 \$ du revenu annuel médian avant impôts des ménages par rapport aux projections actuelles d'ici 2030.

Ce document indique une troisième version des recommandations du Conseil pour la réinitialisation de la trajectoire de croissance à long terme du Canada au profit de tous les Canadiens.

En octobre 2016, le Conseil a communiqué ses constatations initiales et sa première vague de trois recommandations. Elles prévoyaient notamment des investissements accrus dans les infrastructures, un plan d'augmentation de l'investissement étranger direct au Canada et une série de propositions visant à attirer les talents immigrants dont le Canada aura besoin pour alimenter sa croissance.

Dans notre deuxième vague de cinq recommandations, communiquée en février 2017, nous avons indiqué comment le Canada peut stimuler l'innovation en appuyant les marchés de l'innovation, en améliorant l'accès au capital de croissance et en adoptant une approche stratégique en matière d'approvisionnement gouvernemental, tout en modernisant les programmes d'innovation du gouvernement. De plus, nous avons recommandé que le Canada établisse un laboratoire des compétences futures pour étudier les nouvelles compétences dont les Canadiens ont besoin et pour les perfectionner; stimuler la croissance du secteur privé en débloquant six à huit secteurs à fort potentiel; approfondir ses relations commerciales en Asie et en Europe; stimuler une plus grande participation de la main-d'œuvre (en particulier chez les autochtones, les Canadiens à faible revenu, les femmes ayant de jeunes enfants et les Canadiens de plus de 55 ans).

Notre troisième ensemble de recommandations, communiqué aujourd'hui, aborde deux éléments supplémentaires du programme de croissance du Canada : l'investissement dans les entreprises et le perfectionnement des compétences pour les travailleurs canadiens. Nous devons moderniser les régimes réglementaires et fiscaux du Canada, de façon à ce qu'ils encouragent plus d'investissement et plus d'innovation, qu'il permette aux entreprises de poursuivre des possibilités de croissance; et nous devons élargir notre soutien aux petites et moyennes entreprises du Canada, les aider à adopter de nouvelles technologies et à entrer dans de nouveaux marchés de l'exportation. Nous devons également nous assurer que le gouvernement¹, les employeurs et les particuliers augmentent tous de façon importante leurs investissements dans le perfectionnement des compétences pour les travailleurs canadiens en raison de la perturbation majeure attendue que la technologie apportera au monde du travail.

Les moteurs changeants de la croissance économique

Depuis des décennies, la croissance dans la plupart des économies avancées, y compris le Canada, a été alimentée par l'accumulation d'actifs physiques, la croissance démographique et l'augmentation simultanée de la participation des travailleurs (particulièrement les femmes et la génération du baby-boom), et les avancées technologiques ont créé de nouvelles industries en plus d'améliorer la productivité chez les plus âgés. Fondée par ces forces, l'économie canadienne se trouve aujourd'hui dans une position enviable. Nous avons sur une démocratie dynamique avec une tradition de pluralisme et de diversité. Notre économie est solide et stable sur le plan financier : le Canada possède d'abondantes ressources naturelles, un effectif très éduqué², un environnement commercial de confiance, une faible dette publique et un secteur bancaire stable.

Toutefois, les moteurs de la croissance dans le monde changent. Trois forces de principes redéfinissent la façon selon laquelle les économies peuvent réussir dans les prochaines années :

1. Le rythme des changements technologiques a rapidement accéléré, remodelant les affaires et le monde du travail

Le rythme du développement et de l'adoption des nouvelles technologies s'est accéléré au cours des cinq à dix dernières années, de même que l'introduction de nouvelles technologies (comme les voitures autonomes), de produits (comme les drones pour le marché de masse) et d'applications (comme les applications de soins de santé pour l'aide à la vie autonome), et des solutions technologiques (comme les systèmes de fabrication additive, ou robots-conseillers dans la gestion de patrimoine)³. Des améliorations rapides dans la recherche et les outils de l'industrie ont également contribué à raccourcir les cycles de développement dans de nombreux secteurs, allant des produits pharmaceutiques à la fabrication automobile. Une grande partie a eu lieu très rapidement et le rythme du changement poussé par la technologie continue de s'accélérer.

- Les données et la technologie de l'information et des communications (TIC) deviennent l'élément vital de l'économie mondiale, alimentant les idées de nouveaux produits et services, et avançant le flux transnational du commerce, du capital et des idées. Il y a au moins trois fois plus d'appareils connectés dans le monde aujourd'hui qu'il y a de personnes⁴. Entre temps, le flux transfrontalier de renseignements numériques – recherches, opérations, communications – a quintuplé depuis 1990.
- Le déplacement dans la valeur de biens d'information physiques à des biens informatiques, qui est déjà présent dans les marchés financiers, ne fera qu'augmenter. La technologie est maintenant le plus important secteur de l'économie mondiale, éclipsant même les services financiers, et comprenant cinq des 20 principales entreprises publiques par capitalisation boursière.⁵ Ces phénomènes mondiaux sont également pleinement en vigueur au Canada.
- La technologie change le travail que font les Canadiens et où ils le font. Déjà, 43 % des activités réalisées par les travailleurs canadiens pourraient être automatisées au moyen de la technologie disponible⁶. L'adoption de telles innovations dans les processus de travail crée de nouvelles possibilités d'emploi, mais ces postes nécessitent de différentes compétences (selon certaines estimations, le Canada a déjà une pénurie de 19 000 professionnels des données et de l'analytique). Les emplois nécessitant des compétences faibles et moyennes sont particulièrement susceptibles d'automatisation⁷.

2. La puissance économique se déplace d'ouest en est, ce qui change les flux du commerce mondial

La concurrence économique, qu'elle concerne le capital, le talent ou les idées, est mondiale. Le pouvoir d'achat mondial est de plus en plus concentré sur les économies en développement et émergentes, plus particulièrement en Asie et, dans une certaine mesure, en Afrique. D'ici 2028, le monde pourrait compter

jusqu'à 2 milliards de consommateurs supplémentaires de la classe moyenne – dont près de 90 % vivront en Asie – ce qui représente 30 billions de dollars supplémentaires en dépenses annuelles⁸.

- Au cours des dix dernières années, l'économie mondiale a vu une croissance de 2,5 % par année, tandis que les économies des pays du G7 ont une croissance à un peu moins d'un pour cent⁹. D'ici 2050, six des sept plus grandes économies dans le monde seront dans les marchés émergents, dont trois des quatre principales seront en Asie¹⁰.
- Au cours de la dernière décennie, le commerce entre les économies émergentes a doublé en tant que part du commerce mondial. Le commerce entre la Chine et l'Afrique a, à lui seul, vu une croissance de 9 milliards de dollars en 2000 à 211 milliards de dollars en 2012. L'Europe et l'Amérique du Nord ne représentent plus les deux carrefours essentiels du flux commercial. Les relations commerciales sont plutôt devenues plus complexes et plus fragmentées – avec l'Asie qui devient rapidement la plus importante région commerciale du monde¹¹.
- D'ici 2025, la moitié des entreprises ayant des revenus de 1 milliard de dollars ou plus auront leur siège dans des marchés émergents, particulièrement en Asie. Plus de grandes entreprises auront leur siège en Chine qu'aux États-Unis ou en Europe¹².
- En tant qu'économie relativement petite et ouverte, le Canada dépend du commerce international afin de créer une croissance et une prospérité. Le commerce représente 65 % de notre PIB, contrairement à 30 % aux États-Unis. Par conséquent, il est impératif que nous renforçons nos rapports commerciaux avec les économies émergentes comme la Chine et l'Inde. Pour que le Canada prospère, il doit participer aux marchés qui grandissent et qui sont de plus en plus importants.

3. Les populations de bon nombre d'économies avancées et émergentes vieillissent

La majorité de la population mondiale habite où les taux de fertilité sont inférieurs aux taux de remplacement – c'est-à-dire, les populations de ces pays vieillissent graduellement¹³. La diminution qui en découle dans le taux de participation des travailleurs limitera le potentiel de croissance économique, et une population accrue d'aînés accroîtra la pression sur les finances publiques.

- La croissance de l'emploi était un facteur important dans la croissance mondiale du PIB, laquelle a augmenté par six entre 1964 et 2014. Au cours de cette période, la main-d'œuvre mondiale a augmenté en moyenne de 1,7 % annuellement. Toutefois, en raison du vieillissement, l'emploi total devrait atteindre bientôt un sommet et commencer à diminuer par la suite¹⁴. La diminution de la part relative des adultes en âge de travailler mènera à une diminution du revenu par personne, ce qui réduira la prospérité générale.
- En même temps, prendre soin d'un grand nombre de personnes âgées exerce une forte pression sur les finances publiques. D'ici 2020, plus d'un milliard de personnes dans le monde entier auront plus de 60 ans¹⁵. La diminution de la croissance et le rétrécissement de la part d'adultes en âge de travailler feront en sorte qu'il sera plus difficile d'appuyer un filet de sécurité sociale robuste.
- Au Canada, le ratio de soutien – le nombre de personnes dans la force de l'âge (entre 15 ans et 65 ans) par aîné (65 ans ou plus) – suit une trajectoire descendante constante. Il est passé de 6,6 au début des années 1970 à 4,2 en 2012. D'ici 2030, on projette qu'il y aura seulement deux adultes en âge de travailler pour chaque aîné¹⁶.



Le monde subit une période de changement sans précédent, ce qui offre de nombreuses possibilités, mais apporte également une importante volatilité. Les perturbations causées par les nouvelles

technologies numériques entraînent des gains de productivité rapides, mais elles rendent également les entreprises de plus en plus vulnérables aux violations critiques de la cybersécurité. La rapidité avec laquelle le capital peut circuler dans le monde s'est avérée utile pour les pays désireux d'attirer des investissements étrangers, mais elle a également contribué à la volatilité des marchés pour presque toutes les catégories d'actifs financiers. La mobilité des talents dans le monde a stimulé l'échange d'idées, mais la croissance des migrations et de la mondialisation ont également suscité des sentiments anti-commerce et anti-immigrants dans certains pays.

Le Canada doit être prêt à naviguer dans ce changement et cette volatilité. Il ne peut plus compter sur l'ancienne formule de croissance économique, laquelle mettait l'accent sur les investissements dans les machines et le matériel et la croissance démographique. Compte tenu de notre population vieillissante et de la sous-performance chronique de la productivité¹⁷, nous estimons que la croissance du PIB ne sera que de 0,8 % par an au cours des 50 prochaines années par rapport à 1,9 % au cours des 50 dernières années (voir la pièce 1) – une diminution qui limiterait l'amélioration continue des niveaux de vie. Bien que ces tendances soient aussi à l'œuvre dans d'autres économies avancées, le Canada est confronté aux baisses potentielles les plus importantes de la croissance du PIB et du PIB par habitant parmi les économies du monde entier¹⁸.

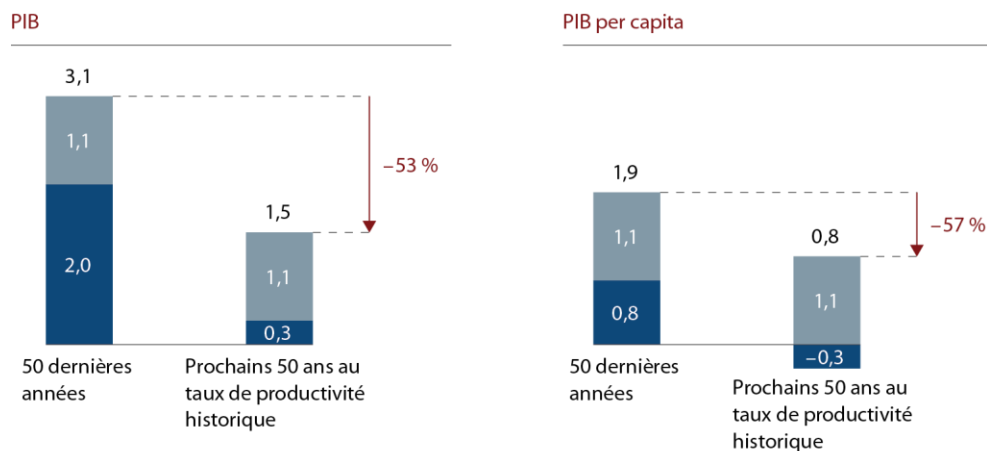
PIÈCE 1

Croissance passée et prévue du PIB du Canada

Canada

Taux de croissance annuel composé, %

■ Croissance de la productivité
■ Croissance reliée à l'emploi



Note : Les totaux peuvent ne pas être précis en raison de l'arrondissement

Source : The Conference Board Total Economy Database; Division de la Population des Nations Unies

Une stratégie afin de créer la prospérité pour l'ensemble des Canadiens

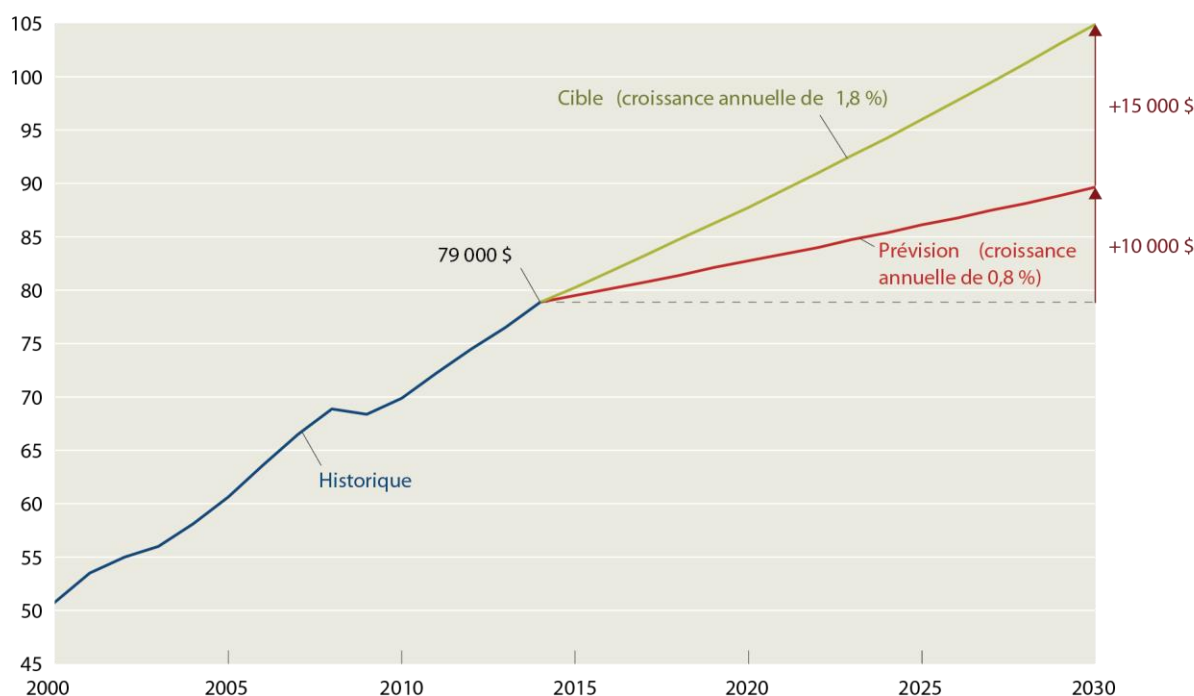
Il faudra, afin de changer le cours de l'économie canadienne au cours des 50 prochaines années, adopter une série de mesures audacieuses dans des domaines comme l'infrastructure, l'investissement étranger direct, l'immigration et la formation des compétences. En plus de rétablir les taux de croissance du PIB à des niveaux historiques, ces initiatives réussies encourageront aussi une croissance plus inclusive, ce qui est essentiel pour une cohésion sociale.

C'est pourquoi, lorsque nous avons commencé notre travail en 2016, le Conseil a établi un objectif d'accroître le revenu annuel médian avant impôts par ménage réel par rapport à la base de référence prévue de 2030. Cette augmentation se traduirait par une poussée du revenu total du ménage canadien moyen d'environ 79 000 \$ en 2014 à environ 105 000 \$ – ce qui est de beaucoup supérieur aux 90 000 \$ prévus¹⁹ (voir la pièce 2).

PIÈCE 2

La cible du Conseil

Revenu médian réel des ménages
2015, en \$ canadien



Le Conseil est convaincu que le Canada possède les bons ingrédients pour devenir le pays le plus connecté à l'échelle mondiale de par le monde, un moteur pour mettre à l'échelle les champions canadiens sur la scène mondiale, la terre d'un effectif résilient et mobilisé, un pôle d'attraction pour le talent et le capital mondial et un chef de file dans les modèles de gouvernance qui mobilisent les meilleures capacités du Canada. Le Conseil croit que si nos recommandations sont toutes mises en œuvre, le Canada peut plus que réaliser cette aspiration.

Notre approche

À ce jour, le Conseil a communiqué huit recommandations pour redresser la trajectoire de la croissance du Canada. Les voici :

1. élaborer une stratégie fédérale ciblée en matière d'infrastructure et **établir une Banque canadienne de développement de l'infrastructure**;
2. devenir une destination d'investissements directs étrangers (IDE) de premier plan en créant une stratégie d'IDE qui s'aligne avec la stratégie de croissance économique du pays, et **créer une agence d'IDE (plaque tournante d'Investir au Canada)** afin d'attirer des entreprises « phare »;
3. **accroître l'immigration économique permanente annuelle** de 300 000 à 450 000 sur cinq ans, simplifier l'entrée du meilleur talent (par exemple, les travailleurs spécialisés et les cadres), et repenser l'attribution des points du programme Entrée express afin que plus d'étudiants internationaux soient admissibles;
4. **libérer l'innovation** et appuyer sa commercialisation en établissant des marchés de l'innovation dirigés par les entreprises (super grappes), créer des répertoires supplémentaires de capitale de croissance pour les entreprises prometteuses, mettre à profit l'approbation stratégique du gouvernement afin d'aider les innovateurs à déterminer un « client de référence », examiner les programmes d'innovation du groupement et les simplifier, et accélérer l'entrée des meilleurs talents;
5. **établir le laboratoire des compétences futures**, une organisation non gouvernementale qui servira à étudier les demandes de compétences actuelles et futures et qui servira de laboratoire pour le perfectionnement et la mesure des compétences au Canada;
6. **libérer le potentiel de croissance dans six à huit des secteurs clés** (par exemple, l'agroalimentaire, la fabrication de pointe, l'énergie et les énergies renouvelables, et les soins de santé et sciences de la vie) en prenant une nouvelle approche inspirante et collaborative au développement des secteurs;
7. **accroître la participation au marché du travail**, en particulier chez les autochtones, les Canadiens à faible revenu, les mères, et les Canadiens de plus de 55 ans;
8. **faire du Canada une plaque tournante mondiale du commerce** en renforçant les liens aux croissances vastes et rapides des économies asiatiques, en entretenant les relations commerciales nord-américaines et en investissant dans l'infrastructure du commerce.

Le gouvernement a rapidement tenu compte de ces recommandations et il a déjà agi sur bon nombre d'entre elles. Par exemple, il a adopté une loi pour établir la Banque de l'infrastructure du Canada, la plaque tournante Investir au Canada et un laboratoire d'innovation en compétences; il a augmenté le niveau d'immigration économique permanente; il a mis sur pied six tables de stratégie économique dirigées par les entreprises; et il a présélectionné neuf candidats pour les nouvelles super grappes d'innovation. Tout de même, le Canada doit prendre beaucoup plus de mesures dans les mois à venir. Nous passons en revue ce qui a été accompli et ce qui reste à faire dans un rapport que nous publions aujourd'hui avec notre troisième série de recommandations « Des idées à l'action : Revue des progrès accomplis face aux recommandations du Conseil consultatif en matière de croissance économique ».

Ce qu'il reste à faire : créer une économie et une main-d'œuvre résilientes

Deux enjeux supplémentaires doivent être abordés dans le programme de croissance du Canada, dans les domaines critiques de l'investissement dans les entreprises et du perfectionnement des compétences de la main-d'œuvre. Dans l'économie future, les particuliers et les entreprises auront besoin de capacités et de flexibilité pour déterminer les possibilités et les saisir rapidement. Nous publions, à cet effet, des recommandations pour renforcer la résilience économique et créer une main-d'œuvre hautement qualifiée, confiante et productive.

Investir dans une économie canadienne résiliente

Investissement dans les entreprises – dans tout : en passant par les machines aux logiciels aux personnes – sont un moteur principal de la croissance économique. Toutefois, les entreprises canadiennes investissent beaucoup moins que leurs homologues mondiaux, un écart qui, à long terme, mène à une réduction du niveau de vie de tous les Canadiens.

Afin de stimuler les investissements, plus particulièrement dans les technologies innovantes qui alimenteront l'économie du futur, nous avons besoin de changements politiques audacieux.

Premièrement, nous devons transformer notre régime réglementaire en un catalyseur de l'innovation dans toute l'économie. Nous recommandons que le gouvernement mette sur pied un groupe d'experts sur l'agilité réglementaire et l'innovation qui sera chargé de s'assurer que nos règlements maintiennent le rythme de la créativité des innovateurs et des entrepreneurs canadiens. Le groupe favorisera également une meilleure coordination entre les organisations et les administrations, et fera la promotion d'une réglementation efficace et prévisible.

Deuxièmement, nous devons tenir un examen ciblé de notre régime fiscal en vue de nous assurer que le régime fiscal favorise le développement et l'adoption d'innovation, et qu'il garantisse la position du Canada en tant qu'aimant mondial d'investissement et de talent. Il est valable de noter que le dernier examen important du régime fiscal du Canada remonte à des décennies; il datait d'avant l'émergence des téléphones mobiles et de l'Internet, et de l'arrivée de l'économie numérique.

Troisièmement, nous devons offrir aux petites et moyennes entreprises des services consultatifs qui leur est attiré afin qu'elles puissent poursuivre efficacement les possibilités présentées par les nouvelles technologies et les marchés de l'exportation grandissants.

Outils la main-d'œuvre du Canada avec les compétences de l'avenir

L'infrastructure actuelle du Canada en matière de perfectionnement des compétences n'est pas outillée pour gérer les perturbations imminentes sur le marché du travail. Le régime actuel repose principalement sur deux piliers : le premier étant le soutien du perfectionnement des compétences avant l'entrée sur le marché du travail, de la maternelle à la 12^e année et au cours de l'éducation postsecondaire; le deuxième étant le soutien des personnes lorsqu'elles quittent la population active en apportant une aide aux chômeurs et aux retraités. Il reste ainsi une importante lacune en matière de soutien institutionnel et de formation durant les années les plus productives des Canadiens, à un moment où les changements technologiques transforment de nombreuses professions et touchent un large éventail de la population active.

Le Canada a de toute urgence besoin d'un troisième pilier qui est centré sur le soutien des adultes travailleurs. Le Conseil s'attend à ce que la gestion de la crise prévue sur le marché du travail nécessite 15 milliards de dollars en investissements annuels supplémentaires dans le perfectionnement des compétences des adultes. L'ampleur des déplacements à venir nécessite aussi l'élaboration d'un plan détaillé axé sur les compétences pour les travailleurs canadiens qui orientera l'approche qu'adoptera le Canada pour aider les adultes en âge à saisir les nouvelles possibilités professionnelles. Nous offrons deux propositions concrètes à titre de point de départ pour cette conversation :

1. Un nouveau Fonds d'encouragement à l'éducation permanente du Canada, régi par le gouvernement fédéral, aide à réduire les obstacles financiers à la formation continue des adultes en cofinçant les investissements des employeurs et des particuliers dans le développement des compétences.
2. Transformation des centres d'emploi du gouvernement en plaques tournantes d'orientation pratique sur les carrières et de formation non seulement pour les personnes sans emploi, mais également pour les adultes qui travaillent et pour les employeurs qui doivent naviguer dans la perturbation du marché du travail causée par le changement technologique.

Notre aspiration pour le Canada

Le chemin qu'il reste à parcourir est difficile. La réussite requiert des mesures audacieuses, rapides et concentrées, une exécution agile pendant de nombreuses années. Mais si nous suivons ensuite le parcours détaillé ici, l'objectif tangible qu'a avancé ce Conseil pour le Canada il y a presque deux ans – en vue d'augmenter le revenu annuel médian par ménage avant impôts de 15 000 \$ de plus que les projections actuelles d'ici 2030 – est, selon nous, parfaitement réalisable. La Banque de l'infrastructure du Canada, par exemple, a le potentiel de livrer sur dix ans 200 milliards de dollars en projets améliorant la productivité. Nous nous attendons à ce que ces investissements, à eux seuls, augmentent le PIB annuel de 40 milliards de dollars à 50 milliards de dollars et qu'ils réalisent 1 350 \$ à 1 700 \$ de l'augmentation supplémentaire du revenu annuel médian avant impôts que nous avons ciblé.

L'atteinte de l'objectif général nécessitera des progrès dans l'ensemble complet de nos recommandations. La réussite sera mesurée à la fin, non seulement par les chiffres, mais par des améliorations tangibles dans la vie des particuliers canadiens. L'entrepreneure en intelligence artificielle qui augmente son entreprise en démarrage de 200 personnes à Montréal avec des investissements du Fonds canadien pour l'expansion des entreprises; le nouvel immigrant à Waterloo qui travaille comme représentant de commerce pour une entreprise de matériel médical qui exporte aux marchés asiatiques élargis par les accords de libre-échange; l'ancien conducteur de grand routier qui a utilisé une subvention du Fonds d'encouragement à l'éducation permanente afin de devenir un technicien à un centre autonome d'entretien des véhicules : ces personnes seront les vrais indicateurs de progrès significatifs d'ici 2030.

Ces histoires, et des milliers comme elles, fourniront le récit prospectif pour un pays diversifié et ambitieux qui, en un peu moins d'une décennie, peut se transformer en un modèle prospère de la nouvelle économie du savoir, une économie avec une main-d'œuvre hautement qualifiée et pouvant être adaptée, un aimant pour le talent international, un phare du commerce ouvert et de l'investissement avec une infrastructure inégalée, dont les régimes fiscaux et réglementaires sont adaptés à une ère de perturbation technologique. Par-dessus tout, en faisant de la croissance durable et inclusive notre fondement, nous laisserons un héritage aux générations à venir.

¹ Il est à noter que tout au long du rapport, le terme « le gouvernement » désigne le gouvernement du Canada.

² Le Canada a le deuxième taux le plus élevé d'atteinte d'études tertiaires chez les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et son capital humain a une cote élevée selon l'Indice du développement humain des Nations Unies. Le Canada possède également un taux de production des ressources annuel élevé par habitant, selon l'U.S. Energy Information Administration.

³ Rita Gunther McGrath, « The pace of Technology Change is Speeding Up », *Harvard Business Review*, le 25 novembre 2013.

⁴ Harald Bauer, Mark Patel, et Jan Veira, « The Internet of Things: Sizing Up The Opportunity », McKinsey Insights, décembre 2014, <https://www.mckinsey.com/industries/semiconductors/our-insights/the-internet-of-things-sizing-up-the-opportunity>.

⁵ « Global Top 100 Companies in the World by Market Capitalization », *PwC IPO Centre*, le 31 mars 2017, p. 35. Les cinq principales entreprises sont : Apple, Alphabet, Microsoft, Facebook, et Tencent Holdings. Amazon et Alibaba font également partie des 20 plus grandes entreprises au monde, mais les auteurs du rapport les considèrent comme des entreprises de services aux consommateurs et non comme des entreprises de technologie.

⁶ Michael Chui, James Manyika, Mehdi Miremadi, « Where machines could replace humans—and where they can't (yet) », *McKinsey Quarterly*, juillet 2016. <https://www.mckinsey.com/business-functions/digital-mckinsey/our-insights/where-machines-could-replace-humans-and-where-they-cant-yet>. D'autres analyses, incluant celles de la Banque mondiale, suggèrent que le potentiel d'automatisation est encore plus élevé.

⁷ Jaclyn Tersigni, « Big opportunities in big data », *The Star*, le 13 mars 2017, <https://www.thestar.com/life/coursesforcareers/2017/03/13/big-opportunities-in-big-data.html>.

⁸ Homi Kharas, « The unprecedented expansion of the global middle class », *The Brookings Institution*, le 28 février 2017, <https://www.brookings.edu/research/the-unprecedented-expansion-of-the-global-middle-class-2>.

⁹ Les calculs sont fondés sur les données de la Banque mondiale disponibles à <https://donnees.banquemondiale.org/>.

¹⁰ Ces six économies comprennent la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Brésil, la Russie et le Mexique; mesuré par PIB à la Parité des pouvoirs d'achat (PPA). « The Long View: How Will the Global Economic Order Change by 2050? », *PwC*, février 2017, <https://www.pwc.com/gx/en/issues/economy/the-world-in-2050.html>.

¹¹ Richard Dobbs, James Manyika, and Jonathan Woetzel, « *No Ordinary Disruption: The Four Global Forces Breaking All the Trends* », McKinsey & Company, 2015.

¹² *Ibid.*

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Richard Dobbs, James Manyika, Jonathan Woetzel, et coll., « Global Growth: Can Productivity Save the Day in an Aging World? », *McKinsey Global Institute*, janvier 2015.

¹⁵ « How 21st-Century Longevity Can Create Markets and Drive Economic Growth », *Forum économique mondial*, le 5 octobre 2015, http://www3.weforum.org/docs/WEF_GAC_Ageing_White_Paper.pdf.

¹⁶ Canada, Statistique Canada, « Rapport de dépendance », consulté le 16 novembre 2017, <https://www.statcan.gc.ca/pub/82-229-x/2009001/demo/dep-fra.htm>.

¹⁷ À 1,1 %, notre croissance de productivité accuse un retard par rapport à celle d'autres économies avancées comme les États-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

¹⁸ Selon une analyse menée sur la Total Economy Database du Conference Board; la Division de la population des Nations Unies; et l'Organisation internationale du Travail; le Canada est confronté à une baisse de 53 % de son taux de croissance du PIB des 50 dernières années aux 50 prochaines années, selon un scénario de référence – il s'agit d'une baisse plus importante que celle de l'Allemagne, de la Corée du Sud, du Japon, de l'Australie, de l'Italie, des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni.

¹⁹ La prévision suppose une croissance annuelle de 0,8 % chez les ménages médians avant les impôts. L'objectif du taux de croissance annuel est à 1,8 %.